

PCAET - Formation aux élus- ADEME et SYDEL Pays Cœur d'Hérault

Les présents

N.MORERE - Aniane : Présidente de la Commission aménagement durable du territoire ;
M-F.NACHEZ - Arboras : Maire, correspondante PCAET ;
F.BONNE - Péret : Conseiller municipal, correspondant PCAET ;
P.CALAMAND – Olmet et Villecun : Adjoint, correspondant PCAET ;
M.BONNET – Puilacher : Maire ;
R.PICHON – Aspiran : Conseiller municipal, correspondant PCAET ;
P.PONCY ARNAUD – Paulhan : Conseillère municipale, correspondante PCAET ;
M-L.LOSCHI – Canet : Conseillère municipale, correspondante PCAET ;
P.ANINAT – Lacoste : Correspondant PCAET ;
A.TETE – St-André de Sangonis : Conseillère municipale, correspondante PCAET ;
R.PERRET – La Boissière : Correspondant PCAET ;
M.LAGACHERIE – Vendémian : Conseillère municipale, correspondante PCAET ;
B.FABREGUETTES – Clermont l'Hérault : Conseiller municipal, conseiller communautaire, délégué communautaire au SYDEL ;
L.DUPONT – Paulhan : Conseiller municipal, conseiller communautaire, délégué communautaire au SYDEL ;
B.BARRE – Ceyras : Adjointe ;
T.KERGOMARD – Mourèze : Conseiller municipal, correspondant PCAET ;
P.VIDAL – Montpeyroux : Conseiller municipal, correspondant PCAET ;
R.BELLAS – Octon : Conseiller municipal ;
M-C.DE MURCIA – Lieuran Cabrières:Adjointe, correspondante PCAET ;
B.CAUMEIL- St-Guiraud : Adjoint ;
X.BALAVOINE – St-Saturnin : Conseiller municipal ;
B.COSTE – Octon : Maire ;

Les excusés

J.FAGNONI – Brignac : Adjoint ;
M-H.SANCHEZ – Gignac : Correspondante PCAET ;
H.JURQUET – Brignac : Maire ;

Éléments de discussion pendant la formation-information

. La question du développement, de la croissance : un changement de modèle de croissance, voir même s'orienter vers une décroissance pourrait peut-être permettre d'atteindre les objectifs nationaux.

. La question de l'éducation des enfants est très importante, ils sont essentiels dans l'effet levier recherché

- Le Défi Familles à Energie Positive / ou école ...
- Les éco-écoles

Ce sont des actions possibles.

. Comment mesurer nos efforts d'économies d'énergie, de réduction de CO₂ ? En effet pour la thématique des déchets il est facile de mesurer les évolutions positives ou négatives. En matière de fiscalité pour l'énergie, l'air et le climat il y a un levier, la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Le levier fiscal est difficile à intégrer dans un Plan Climat.

→ M. Cheylan (ADEME) précise que des outils existent, par exemple la fiscalité sur les carburants est lourde. On peut mesurer les tonnes de CO₂ économisées...

. Les élus regrettent que les critères environnementaux ne soient pas pris en compte dans les cahiers des charges de certaines études locales alors que ce devrait être une nécessité. Il faut être vigilant à ce que ces critères (réflexion environnementale, énergies...) soient intégrés dans les projets territoriaux.

. Les élus expriment le souhait d'avoir des informations sur les financements, les aides et les mesures fiscales (taxes...) en termes de transition énergétique ;

. Le rôle d'Hérault Énergie est à mieux déterminer auprès des communes, pour certains le Syndicat apparaît comme juge et partie.

. Différents points d'actions ont été relevés pendant les discussions

- - l'écobuage, interdit mais pratiqué (la DREAL va mener une campagne d'information prochainement) ;
- - La sensibilisation des enfants ;
- - la rénovation des bâtiments publics, la construction – les règles et le suivi des règles – cahier des charges et aspects environnementaux ;
- - l'éclairage public ;

Retours sur la formation – questions ...

Les élus présents sont globalement été satisfaits de la formation, du contenu et des échanges qui ont eu lieu par la suite. Plusieurs d'entre eux souhaiteraient effectuer un retour auprès de leurs conseils municipaux et dans le même temps présenter le PCAET.

- ➔ Pour cela le Pays Cœur d'Hérault peut mettre à disposition des personnes présentes à la formation une présentation synthétique de la démarche PCAET, une présentation par les chargés de mission PCAET est aussi envisageable.

Les élus ont exprimé le souhait d'avoir des points d'étapes au fur et à mesure de l'avancement de la démarche. De plus, ils aimeraient avoir davantage d'informations sur l'ADEME au vu du rôle de soutien qu'elle peut apporter pour la mise en œuvre de projets sur l'énergie.

Il est évoqué la question de l'utilisation des outils numériques (sites web, réseaux sociaux) pour informer et faire participer les citoyens.

- ➔ Le Pays Cœur d'Hérault met un place un plan de communication et de concertation pour aller dans ce sens.

Pour l'information et la sensibilisation, il apparaît plus pertinent de l'adapter aux spécificités du territoire, à noter que pour parler du changement climatique l'exemple de l'ours polaire pourrait être remplacé par les auxiliaires de cultures ou par l'exemple de la déforestation.

Les élus précisent qu'un membre de la collectivité sensibilisé ne suffit pas, divers projet comme les réseaux de chaleur ou les panneaux photovoltaïques, bâtiments municipaux et le choix de matériaux durables, de prestataires certifiés ne sont pas votés en conseil du fait des surcoûts, mais surtout d'une insuffisance de sensibilisation.

Les personnes présentes à la réunion voudraient connaître les réalisations d'autres collectivités en matière d'économie d'énergie et de mobilité pour avoir connaissance des bonnes pratiques ou des écueils à éviter.

Il est demandé s'il existe des outils traduisant les économies financières réalisées via des projets de réductions de la consommation énergétique (chaudière, éclairage public...).

« Comment peut-t-on faire réaliser un diagnostic énergétique pour une commune ? », « quelles sont les aides mobilisables ? », sont des questions également posées par les élus.